

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 JUILLET 2021

Nombre de conseillers : 19

Présents : 11

Votants : 16

L'an deux mil vingt et un, le huit juillet, à dix-huit heures trente, le conseil municipal de TREFFLEAN, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Claude LE JALLÉ, Maire.

PRESENTS : Claude LE JALLÉ, Gwénaél LE FLOCH, Nadine MIGNOT, Blaise MAYANGA, Bénédicte BARRÉ-VILLENEUVE, Nicole OGER, Patrick CORDUAN, Emilie CALVAR, Alexandre JOANNIC, Jean-François BRETON, Emmanuel MASSARD, Jack AUBRY.

Monsieur Bruno BODARD a donné pouvoir à Monsieur Gwénaél LE FLOCH
Monsieur Stéphane DESILLES a donné pouvoir à Madame Nadine MIGNOT
Madame Lucie BERNARD LICOT a donné pouvoir à Monsieur Claude LE JALLÉ
Madame Emilie CARRÉ a donné pouvoir à Madame Nicole OGER
Madame Myriam FORGET a donné pouvoir à Monsieur Patrick CORDUAN

Absents excusés : M Michel LOUESSARD, Mme Virginie LE JULE.

Convocation du 2 juillet 2021

Secrétaire de séance : Madame Emilie CALVAR.

Le procès-verbal du conseil municipal du 3 juin 2021 est approuvé à l'unanimité.

1- Budget général : décision modificative n°1

Monsieur le Maire expose :

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu le budget général de la commune

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'autoriser la décision modificative suivante du budget de l'exercice 2021 :

FONCTIONNEMENT			
Article	Libellé article	Dépenses	Recettes
775	Produit des cessions d'immobilisations		-1 000 €
7788	Produits exceptionnels divers		+ 1 000 €
6811 - 042	Dotation aux amortissements	+ 900 €	

INVESTISSEMENT			
Article	Libellé article	Dépenses	Recettes
2031	Frais d'études	+ 500 €	
2051	Concessions et droits similaires	+ 2 000 €	
21318	Autres bâtiments publics	- 2 500 €	

28041582 - 040	Amortissement subventions d'équipement versées		+ 900 €
2031-041	Intégration frais d'études		+ 3 109,60 €
2151-041	Intégration frais d'études	+ 3 109,60 €	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité,

➤ autorise la décision modificative ci-dessus.

➤ autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Monsieur Blaise MAYANGA entre en séance.

2- Instauration d'une redevance d'occupation du domaine public pour les ouvrages de télécommunications

Monsieur le Maire expose :

Les montants maximaux des redevances dues par les opérateurs pour l'occupation du domaine public routier sont fixés par l'article R 20-52 du code des postes et des communications électroniques.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code des postes et des communications électroniques et notamment l'article L47,

Vu le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public,

Considérant que l'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu au versement d'une redevance en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

- **propose** au conseil municipal de fixer le montant des redevances d'occupation du domaine public routier dues par Orange SA pour l'année 2021, ainsi que pour les années 2017 à 2020.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DÉCIDE

1. d'appliquer les tarifs prévus par le décret précité pour la redevance d'occupation du domaine public routier due par des opérateurs de télécommunications, à savoir :

- 30 € par kilomètre et par artère en souterrain

- 40 € par kilomètre et par artère en aérien

- 20 € par m² au sol pour les armoires

Les coefficients correcteurs à appliquer sont les suivants :

2017 : 1.26845

2018 : 1.30942

2019 : 1.35756

2020 : 1.38853

2021 : 1.37633

Au vu de l'état du patrimoine fourni par Orange pour les années 2017 à 2021, les montants des redevances sont les suivants :

Année	TOTAL artères aériennes (km)	Montant/ km	Total	TOTAL artères en sous-sol (km)	Montant /km	Total	TOTAL emprise au sol (m²)	Montant/ m²	Total	TOTAL GENERAL
2017	26,542	50,74	1 346,74 €	42,237	38,05	1 607,12 €	2,5	25,37	63,43 €	3 017,28 €
2018	26,562	52,38	1 391,32 €	42,24	39,28	1 659,19 €	2,5	26,19	65,48 €	3 115,98 €
2019	26,562	54,3	1 442,32 €	42,242	40,73	1 720,52 €	2,5	27,15	67,88 €	3 230,71 €
2020	26,562	55,54	1 475,25 €	42,268	41,66	1 760,88 €	2,5	27,77	69,43 €	3 305,56 €
2021	26,562	55,05	1 462,24 €	42,278	41,29	1 745,66 €	3	27,53	82,59 €	3 290,49 €

2. de revaloriser chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

3. d'inscrire annuellement cette recette au compte 70323.

CHARGE le maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

3- Taxe foncière sur les propriétés bâties : limitation de l'exonération de deux ans en faveur des constructions nouvelles à usage d'habitation.

Le Maire expose les dispositions de l'article 1383 du code général des impôts permettant au conseil municipal de **limiter** l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation.

Il précise que la délibération peut toutefois réduire ces exonérations uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L. 301-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R. 331-63 du même code.

Considérant l'augmentation de la population, qui induit la création et le développement d'équipements publics,

Vu l'article 1383 du code général des impôts,

Le Maire propose :

- de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, à 40% de la base imposable, en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, à 40% de la base imposable, en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation.

- Charge le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

4- RIPAM du Pays de l'Argoët : convention 2021-2024.

Monsieur le Maire expose :

Le Relais Intercommunal Parents Assistantes Maternelles a été créé en janvier 2003 par les représentants des communes de Saint-Nolff, Elven, Monterblanc, Sulniac et Trédion. Treffléan a adhéré le 1^{er} avril 2007. Par délibération en date du 6 juillet 2017, la convention d'objectifs et de financement passée avec la Caisse d'Allocations Familiales ainsi que la convention intercommunale passée avec l'ensemble des communes participant au RIPAM ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2020.

Au terme du bilan des quatre dernières années de fonctionnement du RIPAM, la CAF, partenaire et financeur de ce service, propose la signature d'une nouvelle convention d'objectifs et de financement pour la période 2021-2024 avec la commune de Saint-Nolff, et une **nouvelle convention intercommunale entre les 6 communes partenaires** (jointe en annexe).

Les conditions de partenariat propres à chaque convention sont identiques aux précédentes.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale du RIPAM du Pays de l'Argoët 2021-2024 avec les communes de Saint-Nolff, Elven, Monterblanc, Sulniac et Trédion.

5- Travaux chapelle de Cran : demande assistance à maîtrise d'ouvrage aux Bâtiments de France

Monsieur le Maire indique que, dans le cadre du programme 2021, les Bâtiments de France proposent de réaliser des travaux d'entretien à la chapelle Notre-Dame de Cran.

Ces travaux concernent :

- la réfection de l'étanchéité en plomb de la terrasse du clocher
- la fourniture et pose d'anneaux de sécurité au niveau de la terrasse du clocher
- la restauration du chéneau Nord
- l'entretien des toitures

Il propose au conseil municipal de solliciter l'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'Architecte des bâtiments de France.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- sollicite l'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'architecte des bâtiments de France pour la réalisation de ces travaux.

6- Personnel communal : modification du tableau des emplois

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ en retraite d'un agent des services techniques au 1^{er} novembre 2021 (grade adjoint technique), il convient de supprimer et créer les emplois correspondants.

Le Maire propose au conseil municipal :

La suppression de l'emploi d'adjoint technique à temps complet – services techniques

Et

La création d'un emploi d'agent de maîtrise ou agent de maîtrise principal à temps complet – services techniques

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34

Vu le tableau des emplois

DECIDE :

- d'adopter la proposition du Maire
- de modifier comme suit le tableau des emplois comme suit :

Tableau des effectifs au 1er novembre 2021

Grade	Ancien effectif	Nouvel effectif	durée hebdomadaire
ADMINISTRATIF	6	6	
Attaché principal	1	1	TC
Attaché principal / Attaché	1	1	TC
Rédacteur	1	1	TC
Adjoint administratif territorial	1	1	TC
Adjoint administratif territorial	1	1	16,5/35ème
Adjoint administratif territorial	1	1	26,5/35ème
TECHNIQUE	7	7	
Agent de maîtrise / Agent de maîtrise principal	0	1	TC
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	2	1	TC
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	1	1	30,55/35ème
Adjoint technique territorial	1	1	TC
Adjoint technique territorial	1	1	21/35ème
Adjoint technique territorial	1	1	19/35ème
Adjoint technique territorial	1	1	16,50/35ème
ANIMATION	2	2	
Animateur	1	1	TC

Adjoint territorial d'animation	1	1	11/35ème
MEDICO SOCIAL	2	2	
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	1	1	29,75/35ème
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	1	1	24/35ème
CULTURELLE	1	1	
Adjoint territorial du patrimoine	1	1	20/35ème

TOTAL	18	18
--------------	-----------	-----------

- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

7- Décisions du maire dans le cadre des délégations du conseil municipal

Monsieur le Maire rend compte des décisions prises en vertu des délégations consenties par le conseil municipal :

- Travaux d'entretien 2021 à la chapelle Notre-Dame de Cran : choix des entreprises

Lot n° 1 – COUVERTURE :

Offres reçues :

Benoît GAIN	:	25 639.17 € HT	30 767.00 € TTC
SARL Le NEVEU	:	36 738.50 € HT	44 086.20 € TTC
Maçonnerie BRIERO	:	29 072.60 € HT	34 887.12 € TTC

Entreprise retenue : Benoît GAIN

Lot n° 2 – FERRONNERIE :

Offres reçues :

METAFER	:	3 391.50 € HT	4 069.80 € TTC
BOURNIGAL	:	2 805.00 € HT	3 366.00 € TTC

Entreprise retenue : BOURNIGAL

- Travaux d'entretien 2021 chapelle Notre-Dame de Cran : demande de subventions à la DRAC (50%), au Conseil départemental et au Conseil régional :

Plan de financement prévisionnel :

DEPENSES	Montant HT	RECETTES	Montant HT	%
Lot 1 - COUVERTURE	25 639,17 €	Subvention ETAT	14 222,09 €	50
Lot 2 - FERRONNERIE	2 805,00 €	Subvention Région	4 266,63 €	15
		Subvention Département	4 266,63 €	15
		Autofinancement	5 688,83 €	20
Total	28 444,17 €	Total	28 444,17 €	100

• Droit de préemption urbain :

N° d'ordre	Adresse du terrain section cadastrale	Nature du bien	Superficie	D.P.U
013	ZS 117 ZS 118	Parcelle bâtie	597 m ²	non le 01/06/2021
014	ZD 267	Parcelle bâtie	447 m ²	non le 01/06/2021
015	ZP 14	Parcelle bâtie	1 008 m ²	non le 04/06/2021
016	ZC 19p	Parcelle bâtie	455 m ²	non le 03/06/2021
017	ZP 34	Parcelle bâtie	1 781 m ²	non le 09/06/2021
018	ZC 27	Parcelle bâtie	544 m ²	non le 09/06/2021
019	ZD 19	Parcelle bâtie	756 m ²	non le 24/06/2021
020	ZD 138	Parcelle bâtie	600 m ²	non le 30/06/2021

Le Maire,
Claude LE JALLÉ